

La FIJ appelle les Parlementaires burundais à revenir sur la loi sur la presse

RFI, 21 avril 2013 Gabriel Baglo : « Les hommes politiques burundais veulent avoir les journalistes à leur solde » Suivant le vote des députés, les sénateurs burundais ont adopté, vendredi soir 19 avril, une loi sur la presse jugée liberticide par la profession. Les journalistes reprochent entre autres à cette loi d'obliger les journalistes à révéler leurs sources si ces dernières rentrent sous le coup des infractions en matière de sécurité de l'Etat, de l'ordre public, du secret de la défense ». Une disposition qui fait bondir les organisations de défense de la liberté de la presse, comme la FIJ, la Fédération internationale des journalistes. Gabriel Baglo, Chef du bureau Afrique de la Fédération internationale des journalistes (FIJ) :

« Je crois que les hommes politiques burundais ont une lecture très très biaisée sur la profession du journaliste. En fait, les journalistes n'inventent pas les choses, ils sont supposés rendre compte des activités des hommes politiques et de ce qui se passe dans la nation. Nous avons l'impression que les hommes politiques ou les politiciens burundais veulent plutôt avoir des journalistes à leur solde. Et ce n'est pas ça le journalisme indépendant, le journalisme professionnel. Ce que les journalistes burundais demandent, c'est d'avoir un cadre juridique qui leur permet de véritablement faire leur travail de façon professionnelle. C'est tout. Nous sommes vraiment déçus du fait que depuis années il y a cette persécution qui s'abat sur nos collègues et nous espérons que les Parlementaires burundais, Députés et les Sénateurs, vont comprendre notre appel et se faire une idée claire du journalisme et revenir sur cette disposition qui n'est pas en faveur du pays. »